

CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION

« CENTRE SOCIAL VILLEMARIE » DE CARPENTRAS

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, La CoVe**, représentée par Francis Adolphe , Président et désignée sous le terme «la CoVe », d'une part,
et l'association **Espace Social et Culturel Villemarie**, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 73 Rue Pierre Parrocel – 84200 Carpentras, No SIRET 310 530 373 000 29 Code APE 913 E représentée par Monsieur Robert JONQUET, son Président désigné sous le terme « l'association », d'autre part,

Préambule :

En Conseil de Communauté du 29 Mars 2004, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a adopté la compétence Petite Enfance selon la définition suivante :

« Est défini d'intérêt communautaire, tout nouveau projet de développement contribuant à satisfaire les besoins du territoire dans le domaine de l'accueil de la Petite Enfance, c'est à dire à créer un effort nouveau et ce, dans le respect des orientations arrêtées entre la Caisse d'Allocations Familiales, la COVE et les communes membres déjà signataires d'un Contrat Enfance Communal dans le cadre du Schéma de Développement du Contrat Enfance Intercommunal tripartite. »

De ce fait, à compter du 1^{er} Août 2007, la CoVe est devenue compétente pour la structure multi-accueil **Les P'tits Mousses** située sur la commune de Carpentras.

L'association **Espace Social et Culturel Villemarie** qui assurait le fonctionnement de la structure avant le transfert de la compétence, poursuivra cette mission.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage à gérer la structure multi accueil intercommunale « **les P'tits Mousses** » de 36 places et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires. Pour sa part, la CoVe s'engage à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 3 (relatif aux contributions non financières) et à l'article 4 (relatif aux subventions). La présente convention vaut également autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe par l'association.

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention aura une durée d'un an.

Elle prendra effet au 1^{er} janvier 2015 pour se terminer au 31 décembre 2015.

Article 3 : Modalités d'exécution de la convention annuelle

Le budget prévisionnel de l'association est présenté à la CoVe au plus tard le 30 novembre de l'année précédant l'entrée en vigueur de la convention, avec la demande de subvention de fonctionnement.

Pour l'année 2015, le montant de la subvention adopté par le conseil de communauté du 22 décembre 2014 est fixé à : **155 800 euros** auxquels viennent se rajouter **4 500 €** pour tenir compte de l'impact de la mise en place de la fourniture des couches demandée par la Caisse d'Allocations Familiales.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe des contributions non financières suivantes :

- La mise à disposition gratuite des locaux et des équipements afférents situés Rue des Glycines à Carpentras (84200) tels que décrits dans le procès verbal liant la CoVe et la commune de Carpentras.
 - L'entretien de ces locaux (excepté le nettoyage courant).
 - La prise en charge des dépenses d'eau et d'électricité et de téléphonie.
 - L'entretien et le renouvellement du matériel informatique et du gros électroménager (lave-linge, sèche linge, lave vaisselle)
- En contrepartie, l'association s'engage à souscrire les assurances «occupant » nécessaires afférentes.

Article 4 : Conditions de versement de la subvention.

La subvention sera versée sur le compte de l'association dans les conditions suivantes :

Un premier acompte représentant 70% du montant de la subvention votée l'année précédente sera versé avant le 15 février 2015.

Le solde sera versé avant le 31 octobre 2015.

Article 5 : Obligations comptables

L'association s'engage à fournir, avant la date du 30 avril 2015, le compte rendu financier de l'année précédente (bilan comptable et compte de résultat) de la structure suscitée signé par le Président ou toute autre personne habilitée. Elle fournira également, avant la date du 30 avril 2016, les mêmes éléments appliqués à l'exercice 2015.

Article 6 : Autres engagements

L'association transmettra à la CoVe copie de l'ensemble des documents quantitatifs et qualitatifs relatifs à l'activité de la structure établis notamment à l'attention des services de la Caisse d'Allocations Familiales.

La CoVe ayant bénéficié de fonds DAIPE de la part de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales pour la construction du bâtiment, le gestionnaire de la structure se doit d'appliquer les critères suivants :

- L'intercommunalité : toutes les familles domiciliées sur le territoire de la CoVe peuvent prétendre à une inscription sur la structure.
- L'accueil d'enfants porteurs de handicaps : le gestionnaire s'engage à favoriser l'accueil de ces enfants, en accord avec la famille et l'équipe de professionnels qui suit l'enfant.
- L'accueil d'urgence et l'accueil social ; le gestionnaire devra appliquer les critères définis et votés par la CoVe.

En percevant une subvention annuelle de fonctionnement de la part de la CoVe, l'association gère une structure à vocation intercommunale, et à ce titre, elle s'engage à appliquer les critères d'admission de l'intercommunalité et à participer à la commission d'admission intercommunale qui se réunit chaque année fin avril, début mai.

Les financements perçus par la CoVe au titre du Contrat Enfance Jeunesse étant soumis à certaines exigences de résultat des structures qu'elle finance, la CoVe attend de l'association gestionnaire qu'elle participe au respect de ces objectifs à savoir :

- Maintenir un taux d'occupation au dessus de 70% pour les heures facturées,
- Afficher un minimum de 222 jours d'ouverture, chiffre qui correspond aux jours d'ouverture de la structure de l'année 2009, année de référence pour la CAF.
- Afficher un taux de facturation compris entre 107 et 117%. (Le taux de facturation pour une année donnée correspond au nombre d'heures facturées divisées par le nombre d'heures réelles enregistrées).

Le fait de ne pas atteindre ces objectifs entraîne en effet des réfections sur les sommes perçues par la CoVe.

Enfin, la CoVe ayant financé l'équipement des structures d'un logiciel de gestion (AGORA), elle attend que l'association utilise ce logiciel le plus largement possible (pré inscriptions, contrats, présences des enfants, facturation...).

. Article 7 : Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 : Contrôle de la CoVe.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Il en va de même pour la production de toutes les pièces nécessaires à la juste appréciation notamment du montant de la subvention à verser

Article 9 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la CoVe a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans le cadre du suivi partenarial effectué par la CoVe et la CAF.

Article 10 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 8 et au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de cette évaluation prévu à l'article 9.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Le Président

Francis ADOLPHE

Pour l'association Espace Social et Culturel
Villemarie

Le Président

Robert JONQUET